

CONV 189/02

CONTRIB 64

NOTA DI TRASMISSIONE

del: Segretariato

alla: Convenzione

Oggetto: **Contributo di alcuni membri della Convenzione**

Il Segretario generale della Convenzione ha ricevuto il contributo che figura in allegato dai sigg.:

Klaus HÄNSCH, Olivier DUHAMEL, Luís MARINHO, Linda McAVAN et Anne VAN LANCKER, membri della Convenzione, e

Pervenche BERÈS, Maria BERGER, Carlos CARNERO GONZÁLEZ, Elena PACIOTTI et Helle THORNING-SCHMIDT, membri supplenti della Convenzione.

Réussir la Convention sur l'avenir de l'Europe:
Nos propositions essentielles

La Convention représente pour nous Socialistes une opportunité unique pour faire avancer l'Union européenne dans le sens de l'intérêt de nos citoyens et pour lui permettre de répondre effectivement à ses obligations internes en défendant son modèle social et en apportant sa contribution à l'équilibre mondial pour répondre aux défis d'un monde globalisé au 21^{ème} siècle.

Nous contribuerons au processus avec toute notre énergie dans le but de construire:

- une Europe sociale et démocratique où les gens puissent vivre en liberté, dans la paix, la sécurité et la prospérité et bénéficier d'avancées sociales ;
- une Europe qui remplit ses responsabilités internationales en contribuant à la paix et au développement et en protégeant les droits de la personne;
- une Europe qui garantit notre avenir en promouvant un développement économique durable, en protégeant et renforçant les acquis sociaux, les ressources naturelles et l'environnement.

Nous voulons que cette Union, qui depuis un demi-siècle a été vitale pour la paix, la stabilité et la prospérité poursuive sa vocation historique au travers du processus d'élargissement à l'est et au sud. Pour la première fois dans l'histoire de l'Union, des parlementaires européens, nationaux et des représentants des gouvernements ainsi que des représentants des parlements et des gouvernements des pays candidats travaillent ensemble pour élaborer un traité constitutionnel comme base du futur développement de l'Union.

Nous voulons que la Convention présente un projet cohérent de constitution qui promouvra l'intégration européenne dans la ligne des réussites des dernières décennies. Nous voulons que cette constitution soit basée sur une légitimité démocratique, qu'elle soit transparente, efficace et donne des réponses claires à nos citoyens sur ce que l'Europe, dans une Fédération européenne des Etats et des peuples, peut et doit faire dans l'intérêt des femmes et des hommes qui la composent.

Nos priorités

- Promouvoir le modèle de société européen dans le cadre du développement durable, du plein emploi, de l'innovation et de la cohésion sociale;
- Développer un espace de liberté, de sécurité et de justice;
- Faire entendre la voix et affirmer la place de l'Europe dans le monde;
- Rendre l'Union plus politique, démocratique, transparente, efficace et proche des citoyennes et citoyens.

Les valeurs fondamentales de l'Europe

La Charte des droits fondamentaux rassemble nos valeurs communes et constitue l'expression la plus élaborée de la dignité humaine des droits civiques, économiques, sociaux et politiques auxquels nous demeurons fermement attachés. Les réformes pour l'avenir de l'Union doivent être conçues sur la base de ces valeurs qui sont les nôtres.

- Pour cette raison, nous voulons que la Charte des droits fondamentaux soit intégrée dans le futur Traité, que son caractère juridique contraignant soit garanti.

Promouvoir le modèle de société européen dans le cadre du développement durable, du plein emploi, de l'innovation et de la cohésion sociale

Développement du modèle social européen

Pour nous socialistes, un marché en soi n'est ni suffisamment juste ni suffisamment efficace. Nous sommes attachés à une économie de marché, mais opposés à une société de marché. Pour bien fonctionner, le marché a besoin de règles équitables et de normes de haut niveau qui respectent entre autres la politique et la protection sociales, les droits des travailleurs, la protection de l'environnement, les droits des consommateurs et la solidarité entre les régions.

Les résultats que nous souhaitons atteindre :

- ancrer le modèle social européen dans le nouveau Traité, y compris le financement et les principes sociaux des services d'intérêt général et de la protection sociale qui reflètent des traditions diverses de nos pays et qui jouent des rôles tant pour la cohésion de nos sociétés que pour la citoyenneté participative. La dimension sociale doit faire partie intégrante des missions de l'Union, il importe donc de définir ce que sont les biens d'intérêt collectif;
- garantir et institutionnaliser l'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines ;
- renforcer les dispositions sociales existantes dans le Traité, et supprimer l'exclusion de la compétence communautaire relative à la rémunération, le droit d'association et de grève;
- renforcer le rôle des partenaires sociaux y compris leur rôle de co-régulateurs;
- prévoir une base juridique pour le dialogue avec la société civile.

Mise en place d'une gouvernance économique et sociale

La mise en oeuvre de l'euro représente un succès incontestable dans l'histoire de l'intégration européenne. Néanmoins, le déséquilibre des structures centrales monétaires comme la BCE, et l'absence d'une coordination effective des politiques économiques et sociales notamment dans la zone 'euro' et dans l'Union européenne dans son ensemble subsistent. La coordination existante de la politique économique et de l'emploi des Etats membres, par le biais de grandes orientations économiques et de l'emploi, la procédure de surveillance multilatérale, et l'introduction par le sommet de Lisbonne d'une stratégie de coordination des politiques économiques, sociales, de l'emploi et du développement durable, ne sont pas suffisantes pour supprimer le déséquilibre crucial entre politique monétaire et coordination économique et sociale au niveau européen. Une gouvernance économique et sociale aidera à exploiter le potentiel économique de l'Union en vue d'atteindre le plein emploi et la cohésion économique et sociale.

Par conséquent, nous souhaitons que

- les articles 2 à 4 de l'actuel Traité soient réécrits pour permettre une adaptation et un rééquilibrage des objectifs de l'Union ;
- l'harmonisation fiscale, dans le cadre du marché intérieur, et la définition des standards sociaux soit poursuivie, pour permettre la réalisation des objectifs économiques et sociaux;
- le Parlement européen soit pleinement partie prenante en tant que co-législateur au renforcement et à l'amélioration du développement d'une législation européenne équilibrée ainsi qu'à la synchronisation des instruments politiques principaux dans ce contexte ;
- une procédure de call-back pour le Parlement européen concernant la législation secondaire soit créée en tant que dernier recours ;
- la participation du Parlement européen et des partenaires sociaux au dialogue macro-économique soit garantie ;
- les grandes orientations des politiques économiques, transformées en grandes orientations des politiques économiques, de l'emploi et de la convergence sociale proposées par la Commission soient approuvées à la majorité qualifiée au Conseil en association avec le Parlement européen ;
- l'intégration de la méthode ouverte de coordination dans les traités;
- la représentation externe de la zone Euro soit unifiée et incluse dans le Traité.

Le développement durable

Le renforcement des dimensions économique, sociale et environnementale implique une attention accrue à la cohérence des politiques menées dans ces domaines. Nous défendons une croissance basée sur l'utilisation responsable et efficace des ressources naturelles, respectueuse de l'environnement, et en accord avec les modes de production qui ne nuisent pas à la santé publique.

Les missions et compétences de l'Union à l'avenir doivent permettre :

- d'atteindre à l'échelon de l'Union un haut niveau de protection en matière de santé publique tout en reconnaissant les responsabilités des Etats membres dans ce domaine ;
- de garantir que la sécurité alimentaire, en particulier en assurant un processus de production alimentaire prenant en compte cet objectif. Pour cette raison, il faut la pleine participation du Parlement européen via la co-décision pour les mesures qui, de façon directe ou indirecte, touchent à la sécurité des consommateurs;
- de réorienter d'une manière globale la politique agricole européenne afin de réconcilier celle-ci avec les impératifs du développement durable et de la sécurité alimentaire. Ceci passe par l'application de la procédure de co-décision en matière agricole ;
- de renforcer les politiques de la sécurité nucléaire, la promotion de la recherche et les relations extérieures, réviser et actualiser le Traité Euratom et l'intégrer dans le traité constitutionnel. En même temps, il faut réduire le déficit démocratique en introduisant la co-décision.

Approfondir et diversifier les politiques complémentaires

Les politiques communes constituent la base de l'intégration européenne, car elles renforcent l'équilibre entre la dimension économique et la dimension sociale de l'Union. Celles-ci doivent être développées sur la base d'une solidarité en faveur d'une société sans exclusion. Pour réaliser ces objectifs :

- L'Union doit développer la dimension européenne dans le domaine de la jeunesse ainsi que de l'éducation, de la recherche et de l'innovation et mettre en oeuvre sans tarder les objectifs de l'Europe de la connaissance définie à Lisbonne ;
- L'Union doit revitaliser sa politique d'information, de communication et de formation ;
- L'Union doit assurer la liberté et le pluralisme de la presse et de sa diffusion en protégeant les droits des consommateurs;
- L'Union doit être reconnue comme un acteur légitime dans le domaine culturel, respectueux de sa diversité culturelle, et capable d'apporter un réel soutien et une forte valeur ajoutée.
- L'Union doit encourager la coopération entre Etats membres et, si nécessaire, soutenir leurs actions dans les domaines de la culture et du sport.

Le financement futur de l'Union

La Convention sur l'avenir de l'Europe devrait constituer une grande opportunité pour rendre le budget de l'Union européenne démocratique et légitime. Le point le plus important devrait consister à donner au Parlement les pleins pouvoirs budgétaires à la fois sur les dépenses et sur les recettes. Cela signifie la co-décision pour toutes les questions budgétaires.

- L'amélioration du système des ressources propres devrait s'inspirer des principes d'autonomie financière, de coût-efficacité et de transparence. Il faudrait envisager de combiner la simplification du système actuel et des dispositions constitutionnelles prévoyant l'introduction de nouvelles ressources, y compris un impôt européen, en remplacement du système de ressources propres actuel ;
- En ce qui concerne les dépenses, le Parlement européen souhaite le renforcement de son rôle en tant que branche de l'autorité budgétaire et la rationalisation de la structure du budget avec en particulier la suppression de la distinction entre dépenses obligatoires et non obligatoires.

L'Union en tant qu' espace de liberté, de sécurité et de justice

Nous plaillons pour faire de l'Union un espace de liberté, de sécurité et de justice. La lutte contre le terrorisme et le crime organisé, sous toutes ses formes, occupe une place importante parmi nos préoccupations. Nous souhaitons qu'un programme européen soit établi pour renforcer la sécurité intérieure tout en garantissant le respect des droits et libertés individuelles.

La notion d'Espace de liberté, de sécurité et de justice, actuellement limitée aux mesures prévues aux titres IV du traité Communauté Européenne et VI du traité sur l'Union Européenne doit être mieux définie, afin de la rendre compatible avec la définition des droits fondamentaux contenue dans le texte de la Charte. Il s'agit en substance de rendre évidente la nécessité d'une interaction entre la définition des droits fondamentaux et la mise en oeuvre des mesures nécessaires au niveau européen pour leur protection.

Il est urgent de consolider, dans le pilier communautaire, la coopération policière et judiciaire en matière pénale. Cela permettrait de créer une réelle interdépendance entre les politiques de l'Union en matière de liberté, de sécurité et de justice et de rendre les règles plus compréhensibles pour les citoyens. Ceci permettrait également d'assurer la cohérence juridique par rapport aux traités, et en même temps le contrôle juridictionnel sur des activités ayant des incidences sur les droits des citoyens. La co-décision avec le Parlement européen est une garantie du contrôle démocratique dans ce domaine.

Nous défendons la mise en oeuvre d'une véritable politique d'asile et d'immigration, par le biais d'une coordination efficace des différentes politiques d'intégration et par l'harmonisation des législations en matière de droit d'asile et le statut à accorder aux immigrants à l'intérieur de l'Union.

Les résultats que nous souhaitons atteindre :

- la possibilité de recours direct du citoyen devant le juge communautaire en cas de violation des droits fondamentaux tels qu'ils sont reconnus par la Charte des droits fondamentaux;
- la création d'un parquet européen, en tant qu'organe indépendant spécifiquement habilité à poursuivre les fraudes contre les intérêts financiers de l'Union ;
- conférer à Europol un statut institutionnel approprié et cohérent avec celui d'Eurojust;
- la fusion dans le cadre communautaire de la coopération judiciaire et policière en matière pénale avec la coopération judiciaire dans le domaine civil.

Une Union forte dans le monde

Une Union dont les responsabilités globales augmentent a le devoir de contribuer au maintien de la paix et la démocratie, notamment par la lutte contre le terrorisme, au respect des droits de la personne et au développement. Elle doit également être capable de faire face aux défis mondiaux que sont le progrès économique et social durable, la protection de l'environnement et la lutte contre la pauvreté. En tant que principal partenaire commercial des pays en développement elle doit s'attacher à assurer que le commerce mondial tienne compte de la solidarité et des droits fondamentaux de la personne.

Afin d'assurer l'accomplissement de ces missions, l'Union doit améliorer ses structures et ses méthodes pour construire une véritable politique étrangère cohérente – recouvrant la PESC, la politique commerciale, la politique économique et monétaire, la politique de coopération au développement et la dimension externe de l'espace de liberté, de sécurité et du justice;

- l'Europe doit parler d'une seule voix sur la scène internationale. Le doublon actuel entre le Conseil et la Commission devrait être éliminé ;
- la légitimité démocratique doit être renforcée grâce à la ratification par le Parlement européen de tous les accords internationaux d'importance ;
- les méthodes de la PESC doivent être plus efficaces, en particulier grâce à l'utilisation du vote à la majorité qualifiée aussi souvent que possible ;
- une attention particulière devrait être apportée au développement de la prévention des conflits et au développement de la PESD pour mettre en oeuvre les « missions de Petersberg » et, si possible, une politique de sécurité et de défense étoffée dotée d'un bras armé opérationnel et rapidement mobilisable; les droits de contrôle du Parlement européen dans ce domaine doivent être renforcés;
- le vote à la majorité qualifiée doit concerner toutes les décisions de politique commerciale pour parvenir à une approche cohérente, couvrant tous les domaines commerciaux, en particulier la propriété intellectuelle, les services, les questions environnementales, sociales et du travail ;

- l'Union doit disposer de la personnalité juridique notamment afin de renforcer sa présence active sur la scène internationale et de faciliter sa représentation unique dans toutes les organisations internationales.

Une Union fondée sur un Traité constitutionnel que les citoyens comprennent facilement et dont les Institutions sont plus démocratiques et efficaces

Une Union constitutionnalisée – et plus proche de ses citoyens

Le processus de décision et les moyens de l'Union ne sont plus adaptés à ses objectifs actuels et futurs. Elle n'est pas en mesure de répondre aux défis de l'élargissement et d'assurer ses responsabilités dans le monde. Son cadre s'est construit par strates successives et superposées, le résultat est inintelligible.

Une répartition des compétences plus claire et plus précise entre l'Union européenne et ses Etats membres donnera au citoyen les clés pour comprendre qui fait quoi et comment. Le système de compétences doit pouvoir évoluer et s'adapter aux changements sociaux. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité sont de nature politique et doivent être renforcés au premier chef au niveau des parlements nationaux, en amont de l'adoption de l'acte communautaire, dans le cadre du contrôle de l'action de leurs gouvernements au Conseil. L'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité doit être aussi garantie *ex ante* par un contrôle politique, *ex post* par la Cour de Justice des Communautés européennes.

Il nous faut organiser, simplifier et rassembler les quatre traités dans un texte unique qui s'appliquerait à une entité unique, l'Union, de manière à ce que les citoyens aient une vue d'ensemble de l'Union et de ses procédures.

Nous devrions réorganiser le Traité avec, dans une première partie, les principes fondamentaux et les dispositions constitutionnelles et, dans une deuxième partie, les dispositions relatives aux politiques communes. La première partie constitutionnelle pourrait uniquement être modifiée par avis conforme du Parlement européen et par ratification des Etats membres et, pour la deuxième partie il faudrait créer une procédure de modification de ses articles selon une méthode communautaire intégrée.

Des Institutions qui sont plus efficaces, transparentes et démocratiques

Réaliser les objectifs visant à rendre l'Europe plus forte politiquement, économiquement et socialement, implique plus d'efficacité et de légitimité. L'Union a donc besoin d'institutions efficaces débouchant sur un processus de décision démocratique qui fonctionne.

Cela signifie en particulier:

Pour le Parlement

- l'extension de la procédure de co-décision notamment à tous les domaines législatifs et budgétaires est indispensable pour une Union démocratique et parfaitement légitime;
- le Parlement européen doit donner son avis conforme pour les modifications du Traité;

- le Parlement européen doit donner son avis conforme pour toutes les nominations d'importance constitutionnelle, nominations de juges à la Cour de Justice, le Haut Représentant pour la PESC, les nominations à la Banque centrale, à la Cour des comptes et à Europol, de manière à renforcer la légitimité démocratique de ces organes;
- le renforcement de la coopération de plus en plus étroite entre le Parlement européen et les parlements nationaux dans tous les aspects des politiques de l'Union, par exemple dans l'élaboration des grandes orientations des politiques économiques et dans les questions liées aux affaires intérieures et juridiques, de manière à améliorer les mécanismes de contrôle démocratique. Nous sommes contre une nouvelle chambre composée de représentants des parlements nationaux, car cela rendrait le processus de décision plus difficile sans améliorer les capacités de contrôle véritable des parlements nationaux ;
- réviser les instruments et les procédures législatives de manière à accélérer la prise de décision, rapprocher les différents instruments, les renommer dans le but d'avoir des termes familiers et légalement adéquats et clairement distinguer entre le législatif et l'exécutif; permettre des contacts anticipés entre les co-législateurs et rendre la procédure de conciliation plus transparente et flexible, par exemple en ayant des politiciens et des non fonctionnaires comme représentants du Conseil;
- les mesures d'exécution adoptées par la Commission doivent pouvoir faire l'objet d'un examen par le Parlement et le Conseil, chacun d'entre eux disposant d'un droit de regard pour examiner chacune de ces mesures et s'y opposer par une majorité qualifiée ;

Pour le Conseil

- réformer le Conseil, et en particulier le système des présidences pour assurer plus de continuité ;
- la définition et la division des fonctions du Conseil dans son rôle législatif et exécutif;
- l'extension du vote à la majorité qualifiée à tous les domaines législatifs sauf pour les questions à caractère constitutionnel ;
- la transparence et la simplification du processus de décision ainsi que la clarté sur qui fait quoi, sont les conditions sine qua non d'une Union démocratique. Pour cette raison, le processus législatif doit être public ;
- la simplification de la définition plus que complexe de la « majorité qualifiée » telle que définie par le Traité de Nice en la remplaçant par une double majorité d'Etats et de population ;
- opposition à toute tentative de créer un directoire exécutif ou un président exécutif au sein du Conseil.

Pour la Commission

Nous plaçons pour une Commission forte capable de remplir son rôle de gouvernement européen notamment par:

- l'élection du président de la Commission par le Parlement européen pour renforcer la légitimité démocratique, l'autorité et l'efficacité de la Commission et pour revivifier l'intérêt des citoyens de l'Union dans les élections européennes;
- la réforme de la structure interne de la Commission;
- l'affirmation du droit exclusif d'initiative de la Commission;
- l'incorporation du Haut Représentant pour la politique étrangère dans la Commission en tant que Commissaire à statut spécial, choisi par le président de la Commission et par le Conseil.
- le placement de toutes les divisions de l'administration de l'UE telles que les agences, les centres de suivi et Europol sous la responsabilité de la Commission.

Pour l'avenir

Nous Socialistes, nous nous sommes battus bien avant le Conseil européen de Nice pour la mise en place d'une Convention comme alternative à la méthode traditionnelle de révision des traités. L'absence de cohérence entre les missions et les compétences de l'Union liée au manque de démocratie et efficacité dans le fonctionnement des Institutions a contribué à un éloignement de l'Union de ses citoyens. Respectant ses valeurs fondamentales dans le développement de ses missions, l'Europe doit rester un modèle pour le monde. Pour cela, elle doit promouvoir son modèle social, créer un espace de liberté, de sécurité et de justice, respectueux des droits et libertés individuelles et collectives et affirmer sa place dans le monde. Pour réussir ces objectifs, l'Union a besoin d'instruments institutionnels efficaces et démocratiques. Les résultats des travaux de la Convention doivent constituer la base fondamentale des décisions de la Conférence intergouvernementale 2004. La Convention sera un succès si elle aboutit à un résultat capable de regagner la confiance des citoyens envers l'Union.
